

Le Burundi est plus que jamais au bord de l'implosion

En dépit des avancées indiscutables sur le terrain de la réconciliation, les démons de la haine et de l'aversion ethnique guettent encore le Burundi. Et si la masse de citoyens (hutus et tutsis) épris de paix ne prend pas les devants pour barrer la route aux fauteurs de trouble, le pays risque de rater son virage et de basculer encore dans son nième cycle de violences ethniques inégalables. Comme l'on pouvait s'en douter, la boîte de Pandore se rouvrira du côté de la 2^{ème} Vice-présidence de la République qui abrite et anime impunément un site Internet de la haine qui a pour nom www.abarundi.org. Ce n'est plus qu'un secret de polichinelle, ce site qui, depuis plusieurs mois, distille de l'intox en lieu et place de l'info n'arrête jamais de distraire les Burundais en caressant allègrement la dangereuse corde ethnique. Quelle que soit la nature de l'événement et ses acteurs clé, les animateurs de ce site qui ne sont que trop connus malgré leur cagoule de pseudonymes, n'ont qu'une seule et unique lecture : les sempiternels coupables sont a priori les malins tutsis qui veulent toujours en finir avec les hutus. C'est certainement un discours de la vieille époque qui ne berne plus grand monde, car galvaudé par ceux-là même qui sont en mal de pertinents argument pour convaincre les électeurs. Au fur et à mesure qu'arrive le temps de ranger leurs effets pour céder la place aux futurs élus, ils tiquent et cherchent d'autres chiens à noyer, prétextant un péril collectif. Et ils fouinent fatalement du côté des tutsis. C'est dans tous les cas l'esprit d'un ramassis de pauvres papiers postés ces derniers jours sur www.abarundi.org. L'auteur y affirme par exemple que la récente histoire du putsch/mutinerie était du béton et les machiavéliques tutsis étaient bien derrière le coup avec comme appât irrésistible un certain Hussein Rajabu. Bien qu'ils soient totalement à côté de la plaque, ce genre de discours ne devraient laisser personne indifférent. Car acculés par la pression du calendrier et la totale érosion de leur capital confiance vis-à-vis du peuple burundais dans son ensemble, les pyromanes du CNDD-FDD peuvent ramener le pays à la case de départ afin de parachever leur initial projet génocidaire. Ils sont pertinemment convaincus qu'ils ne risquent quasiment rien, dans la mesure où ils sont déjà comptables de ce crime et de bien d'autres encore. En narguant les militaires et les policiers, le pouvoir CNDD-FDD veut certainement les inciter volontairement à l'insurrection et les pousser à l'action en pagaille. A l'heure actuelle, il aura à coup sûr réveillé les démons du génocide et les dégâts seront certainement mémorables. C'est ainsi que tous les Burundais et en particulier la communauté internationale devraient garder l'œil rivé sur chaque fait et geste du pouvoir au Burundi afin de sauver le pays de cette catastrophe que tout le monde voit venir. Le pouvoir a le devoir de protéger la minorité tutsis et les membres des autres partis politiques qui sont aujourd'hui voués aux gémonies. Il a également le devoir de ramener ces animateurs du site de la haine à la raison. Car c'est un site qui, à l'image de la radio mille collines au Rwanda voisin, n'a pas la mission d'informer mais de semer la haine et la zizanie entre des frères qui sont pourtant déjà rangés sur le terrain de la réconciliation. Les gestionnaires sont bien connus et demain ils répondront de leurs actes si jamais il y a encore hécatombe! Rien n'est plus ahurissant que de savoir qu'un tel site est géré par la deuxième Vice-présidence et animé par un membre du gouvernement. Dans pareille situation, le Président de la République devrait calmer le jeu et aller rassurer les militaires/policiers. Car si on traduisait en terme budgétaire le coût de leurs revendications, il ne serait pas fatalement hors portée pour le pays et rien ne pourrait justifier que le pays soit replongé dans l'abîme pour cela. Si l'hécatombe se reproduisait dans le pays, les responsables politiques au gouvernement et à l'armée auraient sans doute une lourde responsabilité.